

La Commission spéciale « Colonies » du Parlement belge

« La Chambre des Représentants de Belgique a créé la Commission spéciale chargée d'examiner l'Etat indépendant du Congo (1885-1908) et le passé colonial de la Belgique au Congo (1908-1960), au Rwanda et au Burundi (1919-1962), ses conséquences et les suites qu'il convient d'y réserver »¹

La création de cette Commission parlementaire s'inscrit dans le contexte médiatique et politique entourant la mort de l'assassinat de Georges Floyd aux USA et de réactions et pétitions en Belgique, demandant notamment le retrait de statues symboliques comme celles de Léopold II. Elle vise en fait surtout à calmer l'opinion publique en Belgique, alors dirigée par un gouvernement provisoire orienté à droite.

Si les missions retenues pour cette Commission sont entre autres de se pencher sur l'impact économique de la colonisation sur la Belgique et les pays colonisés (transfert de profits, exploitation, bénéficiaires ...) et d'examiner le rôle des différents acteurs présents (Etat, monarchie, Eglise et exploitants d'économies coloniales), il faut bien constater que nulle part ne sont mentionnés les termes de **torts, de réparations, de restitutions**. Au-delà d'actions symboliques à promouvoir, nulle part n'apparaît non plus la nécessité d'actions politiques vis-à-vis des migrations et des sans-papiers, ou encore vis-à-vis du continent africain pris dans son ensemble et de ses Etats-nations, et notamment **au niveau d'institutions internationales comme les Etats africains, l'Union africaine, l'Union européenne, le FMI, la Banque Mondiale** (dettes à considérer comme illégitimes et/ou remboursements, lutte contre le pillage des ressources notamment minières et évasion fiscale notamment des multinationales et des prédateurs détenteurs de capitaux ...²).

A ce jour fin janvier 2021, la Commission n'a pas remis de premier rapport (10 experts à consulter). Il devait être remis le 1 octobre 2020 !

Colonisation: le Burundi réclame 43 milliards de dollars à la Belgique et à l'Allemagne

Le Burundi a confirmé, par la voix du président du Sénat, Reverien Ndikuriyo, sa demande de pardon et de **compensation financière – de l'ordre de 43 milliards \$** (environ 36 milliards d'euros) – pour les torts causés par les colons allemands et belges durant la période allant de 1896 à 1962, a rapporté vendredi l'agence de presse économique Bloomberg.³

Le Burundi, désormais dirigé par le président Évariste Ndayishimiye, souhaite aussi que Berlin et Bruxelles restituent des archives et des objets « volés » au cours de la même période, a indiqué jeudi M. Ndikuriyo devant les sénateurs réunis dans la nouvelle capitale politique du pays, Gitega (centre).

En 2018, le Sénat burundais avait désigné un groupe d'experts comprenant des historiens et des anthropologues pour évaluer l'impact du colonialisme pour ce petit pays d'Afrique centrale. Des demandes similaires avaient déjà été émises **fin juillet par le parlement burundais** lors d'une « retraite » organisée à Gitega. Les autorités burundaises réclament ces compensations en invoquant les « travaux forcés, les peines cruelles, inhumaines et dégradantes », comme le fouet et la prison, infligés à la population pendant la période coloniale.

Royaume multiséculaire de la région des Grands Lacs, le Burundi a été une ancienne colonie allemande à partir de 1890 avant d'être placé sous tutelle belge après la Première Guerre mondiale et jusqu'à son indépendance du Rwanda en juillet 1962.

Un historien burundais et chercheur à l'université de Lausanne (Suisse), Aloys Batungwanayo, a affirmé vendredi que nombre des défis auxquels le pays est confronté, trouvent leur origine dans un arrêté pris par le roi Albert 1er classant la population en trois groupes ethniques.

¹ Annales Parlementaires 17 juillet 2020, doc 55 1462/001 8pp.

² Voir tout dernièrement (11-21 janvier 2021), le procès et la condamnation en Suisse de Beny Steinmetz (milliardaire franco-israélien) pour pratique prédatrice en matière minière et corruption, notamment de la femme du président en Guinée – www.publiceye.ch

³ <https://www.lesoir.be/319081/article/2020-08-14/colonisation-le-burundi-reclame-43-milliards-de-dollars-la-belgique-et>